

PARIS, le 7 février 2019

Le groupe RDSE participe activement au grand débat national mais repousse l'idée d'un référendum national

L'ensemble des membres du groupe RDSE constate aujourd'hui que non seulement une grande frange de la population française se sent exclue du développement de notre pays depuis plusieurs décennies, mais encore qu'un grand nombre de nos territoires s'est retrouvé aux marges de la mondialisation.

Face à une situation appelant des solutions concrètes et urgentes, les sénatrices et sénateurs du RDSE ont accueilli favorablement l'organisation d'un grand débat national à travers tout le pays. Ils ont en effet la conviction que du dialogue et du débat peuvent naître les réformes qui permettront de réparer en profondeur la fracture territoriale et sociale.

C'est bien parce qu'il est attaché au dialogue et au débat que le groupe RDSE est historiquement opposé à la pratique du référendum national. Gaston Monnerville alors Président du Sénat et membre du groupe, énonçait ainsi dans son discours du 9 octobre 1962 qu'un tel référendum ne pouvait « *remplacer la discussion, l'affrontement des thèses diverses, l'examen approfondi des conséquences probables des décisions prises, méthode sans laquelle il n'y a ni démocratie véritable, ni stabilité possible des institutions* ».

Ces propos ont gardé toute leur actualité. Le groupe RDSE considère ainsi que les parlementaires, qui exercent la souveraineté nationale au nom du peuple, ont un rôle majeur à jouer dans la crise que traverse le pays. En tant que représentants du peuple et législateurs, ils doivent plus que jamais être impliqués, aux côtés des élus locaux, sur les sujets essentiels pour l'avenir de notre pays.

Le groupe RDSE estime en outre que l'organisation d'un référendum concomitamment aux élections européennes occulterait les enjeux de ce scrutin. Au moment où l'Union européenne traverse la plus grave crise de son histoire, que son existence même est contestée, et qu'elle doit prendre des décisions vitales pour son avenir, il est indispensable que nos concitoyens

prennent le temps de débattre spécifiquement de l'Europe, sans que des considérations d'ordre strictement national viennent affaiblir la portée de ce débat fondamental

Le groupe RDSE considère en revanche que le référendum local peut être un outil de démocratie locale particulièrement efficace en vue de renforcer la proximité entre nos concitoyens et les décideurs publics. Les habitants de nos territoires doivent pouvoir être consultés sur des sujets concrets qui concernent leur commune, leur département, leur région et plus généralement leur vie quotidienne.

Le RDSE, dans toute sa diversité, entend se placer dans une démarche constructive, au service de nos concitoyens et de l'intérêt général du pays.

Contact presse : 01 42 34 25 00 - rdse@senat.fr